Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2020)

Heft: 2287

Artikel: Savoir de quelle crise on parle : l'État est très sollicité, il y aura des situations critiques, mais globalement la Suisse surmontera la crise économique

Autor: Genecand, Benoît

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024100

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

financer son ambitieux programme économique, Roosevelt fit passer le taux d'imposition des bénéfices de 20 à 70% et le taux marginal sur les hauts revenus à 90%.

Le président américain visait non seulement des ressources supplémentaires, mais aussi et surtout une réduction drastique des inégalités. Le pari fut tenu et l'économie reprit vie.

En comparaison internationale, la Suisse connaît un taux d'endettement modeste, 41% du PIB. Pourtant, dans les camps de la droite, on craint que la progression de la dette fasse peser un poids trop lourd sur les générations futures.

Chacun selon ses moyens

D'où la perspective de programmes d'économies. Cependant, si l'on rogne sur les dépenses d'infrastructures ou de formation et si l'on réduit les efforts en matière de transition énergétique et de climat, ce sont précisément les futures générations qui en pâtiront.

La Suisse peut certes emprunter à bon compte vu les conditions actuelles du marché. La *WOZ* rappelle à juste titre que la dette publique est pour l'essentiel détenue par des investisseurs helvétiques. A la dette publique correspond donc une fortune privée.

Et la répartition de cette fortune privée est foncièrement inégalitaire, un pour cent des plus fortunés s'en partageant 40%, soit quelques 1'000 milliards de francs.
Alors plutôt que recourir à l'emprunt et en faire porter la charge à l'ensemble des contribuables, pourquoi ne pas ne pas imposer plus ce un pour cent: un taux de 3% rapporterait quelque 30 milliards sans que cette fortune soit érodée?

Pourquoi ne pas reconsidérer l'imposition des successions, abandonnée par la presque totalité des cantons, alors que les sommes léguées chaque année ne font que croître, de 36 à 95 milliards en une décennie?

Pourquoi ne pas corriger l'erreur monumentale de la réforme de l'imposition des entreprises de 2019 qui réduit de manière drastique la taxation des bénéfices et exacerbe à tel point la concurrence à la baisse entre les États que les instances internationales sont en train de mettre un terme à cet assèchement des finances publiques?

Prendre en considération tous ces aspects permettrait de conduire le débat fiscal de manière démocratique en le libérant de la vision étroitement épicière dans laquelle il a tendance à se retrouver confiné.

Savoir de quelle crise on parle

L'Etat est très sollicité, il y aura des situations critiques, mais globalement la Suisse surmontera la crise économique

---

Benoît Genecand - 20 mai 2020 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/36709

Les économistes adorent les chiffres. Ils aiment aussi le côté mathématique de leur science qui les distingue de la mollesse épistémologique des historiens, sociologues et autres philosophes. Surtout, ils adorent faire des prévisions et déterminer ainsi en grande pompe la geste politique.

Dieu que la période Covid-19 est propice à l'exercice! Après avoir dit en décembre que *«la dynamique conjoncturelle de base devrait être sensiblement la même en 2020 qu'en 2019»*, les stratèges du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) annoncent maintenant *«le plus fort recul depuis des décennies»*. Ajoutant que, *«par rapport aux prévisions de décembre 2019, la perte totale*

de PIB s'élèverait à plus de 30 milliards de francs au total (valeur nominale)». Il serait malvenu de leur reprocher de ne pas avoir vu venir la pandémie. Qui l'a vue venir? On peut cependant se demander si leur nouvelle vision du futur n'est pas contaminée par un pessimisme d'origine virale.

Comme des moustiques

Le 22 avril dernier, le Conseiller fédéral Ueli Maurer, pressé par les questions des journalistes, annonçait 30 à 40 milliards de pertes pour la Confédération en 2020. On sait le bon sens de ce grand argentier. On connaît sa méthode un tantinet chafouine: prédire des pertes en début d'année pour limiter la gourmandise des parlementaires et s'extasier en fin d'année devant les «*bonnes surprises*».

Il a fait le coup combien de fois déjà? Et là, il a de quoi redoubler de prudence devant la horde de solliciteurs rivalisant de scénarios catastrophe pour justifier les besoins des différents secteurs: tourisme, aviation, restauration, indépendants, salariés, personnel hospitalier, crèches, culture, personnes en situation de handicap, start-up, sport, aide internationale, sans oublier, bien sûr, l'agriculture.

Les *lobbys* actifs dans la Berne fédérale sont comme les moustiques après l'orage bien à leur aise dans les zones humidifiées par l'argent de la Confédération.

Alors, face aux augures d'Ueli Maurer et à son malaise tardif, ainsi qu'aux scénarios pessimistes du SECO, il est permis de garder la tête froide et l'esprit critique, de prendre quelques minutes pour voir si ces trous annoncés ne sont pas que des illusions d'optique.

Commençons par une hypothèse: la Suisse a fini son confinement et il n'y en aura pas d'autres. Hypothèse hardie certes, mais pas plus que celles qui fleurissent et annoncent la recrudescence de la pandémie et des lendemains qui déchantent. Forts de cette hypothèse, un confinement et c'est tout, examinons l'état de l'économie.

Certains, comme le président Emmanuel Macron, ont beau parler d'une guerre contre un ennemi invisible, Covid-19 n'a eu aucun impact sur l'appareil de production. Pas d'usines détruites, pas de routes barrées ni de lignes électriques couchées. Aucune haute école démolie, aucun laboratoire fermé, aucun barrage à l'arrêt ni aucune autre infrastructure endommagée. Tout fonctionne à merveille!

Le virus ne se nourrit apparemment pas de capital! La crise pourrait même avoir des répercussions positives, soit mettre en lumière le potentiel extraordinaire de la digitalisation et ses effets tant pratiques que psychologiques grâce au bond fait par les entreprises dans l'utilisation du travail à distance.

Aucun impact non plus sur les forces de travail. Il y a certes malheureusement eu des morts (en Suisse, 1'614 selon le bilan de l'Office fédéral de la santé au 19 mai), mais cela ne changera rien à la situation du pays qui a connu depuis dix ans une croissance continue du nombre d'emplois pour dépasser les 5,1 millions fin 2019.

En fin d'année 2019, on s'alarmait encore régulièrement des difficultés de recrutement (il faut dire qu'alors on préparait diligemment le terrain politique contre l'initiative UDC pour une immigration modérée qui devait être votée en mai. Mais ceci est une autre histoire).

On rétorquera que la Suisse n'est pas une île. Que nous ne serons pas indemnes si l'économie mondiale sombre. Encore faudrait-il que l'économie mondiale ralentisse. Or les arguments sur l'état du capital et du travail formulés pour le niveau national valent également au niveau mondial.

S'ajoute un prix du pétrole deux fois plus bas qu'en 2019. Et l'on sait que l'abondance bon marché des hydrocarbures a toujours rimé avec croissance *boostée*.

Résistance, résilience ou colère

En outre, chaque économie ayant ses particularités, celle de la Suisse semble présenter une bonne résistance à cette crise spécifique. Le 21 avril, un communiqué de presse de l'Administration fédérale en témoigne: les exportations

suisses ont augmenté au premier trimestre 2020.

Même les chiffres du mois de mars avec deux semaines de confinement sont en hausse. Comment est-ce possible? Le plus gros exportateur suisse se nomme: *«produits chimiques et pharmaceutiques»*. Il faut croire que crise sanitaire et pharmas prospères font bien la paire.

Bien sûr, certains secteurs souffriront en 2020. Quelques restaurateurs resteront sur le carreau. Quelques hôteliers et organisateurs d'événements auront des difficultés. D'autres indépendants, fleuristes, libraires, coiffeurs, tireront la langue. Et cela est bien dommage.

Il est certain aussi que nous ne battrons pas cette année le record de passagers transportés par avion. Mais, à part les aéroports de Zurich et Genève, qui va s'en plaindre?

Le rendement de l'immobilier, surtout commercial, pourrait aussi être en dessous des attentes. Mais là encore, après tant d'années de vaches grasses, qui pleurera sur la rémunération ralentie du capital placé dans la pierre?

Dans l'ensemble, on voit donc mal ce qui fonde les prévisions catastrophistes. D'autant que le gouvernement a mis sur la table des moyens colossaux pour que le moteur continue de tourner à plein régime.

Entre les 40 milliards de crédits qui assurent la liquidité des entreprises et le large soutien à l'assurance chômage qui permet aux salariés et indépendants de continuer à percevoir des revenus identiques ou quasi, ce qu'il fallait a été fait.

Pour le salarié-consommateur d'ailleurs, on peut gager que les dépenses qu'il n'a pas réalisées durant les huit semaines à la maison (voyages et restaurants annulés, autres achats différés) se traduiront par une augmentation de son épargne.

Les comptes de virement des banques en Suisse auprès de la Banque nationale suisse semblent en porter la trace. Ils passent à 526 milliards de francs fin mars, soit une hausse de 26 milliards en un mois.

Une infrastructure indemne. Une force de travail reposée par huit semaines de confinement. Une économie qui profite du fort besoin en équipements sanitaires et en médicaments. Une monnaie forte, qui garantit le pouvoir d'achat à long terme. Un endettement public modéré qui permet de faire face aux besoins de trésorerie. Tels sont les principaux attributs de l'économie en Helvétie.

Vous ne voulez pas finir sur de trop bonnes nouvelles? La balance commerciale du pays qui risque de battre des records cette année (exportations en hausse et importations en baisse) pourrait bien exciter la colère de quelques puissants partenaires, comme les Etats-Unis qui ont déjà la Suisse à l'œil dans ce domaine.
La réussite économique résiliente de la Suisse va creuser l'écart avec plusieurs de ses voisins, amplifiant à terme les problèmes posés par l'immigration et mettant une pression générale sur les relations avec l'Union européenne.

Transports: payer autrement et voir loin

La tarification de la mobilité pour mieux gérer le trafic et assurer le financement des infrastructures

Michel Rey - 23 mai 2020 - URL: https://www.domainepublic.ch/articles/36733

En 2016, le Conseil fédéral a présenté sa stratégie en matière de tarification de la mobilité, définie comme *«le prélèvement d'une redevance liée à l'utilisation de*